

## GÉRER LA CRISE...

C'est exactement le problème qui se posera au gouvernement après les élections de mars prochain. On sait déjà que le budget de 1978 prévoit 8,9 milliards de déficit, c'est-à-dire qu'il dépassera en fait les 10 milliards de 1977. On sait aussi, selon le dernier rapport de l'O.C.D.E., que le nombre des 1.200.000 chômeurs va s'accroître, ainsi que l'envisage d'ailleurs Giscard d'Estaing qui écrit dans *L'Expansion*: la croissance ne sera plus ce qu'elle était; l'ouverture des frontières sera menacée.

Quant aux prix, le gros dur de la bourgeoisie a été incapable de les contenir dans la limite des 6,5 % malgré ses promesses véhémentes, puisqu'on atteint 10,1% de juillet 1976 à juillet 1977, sans compter le train d'augmentations décidées pour les semaines à venir.

Personne ne se fait d'illusion sur les effets du plan de relance dont la conséquence la plus sûre sera d'augmenter de 5 milliards le déficit actuel.

La profondeur de la crise internationale se traduit en France par l'incapacité des partis à élaborer un programme en vue des élections législatives. La droite a essayé de masquer le problème en signant un manifeste.

A gauche la brutale remise en cause du programme commun par le P.C.F. répond à des mobiles certainement plus sérieux que les prétextes invoqués.

Quelle que soit la forme d'accord que les partis de gauche seront contraints d'établir pour affronter les élections, il est évident que la querelle finira par entamer l'avantage de la gauche que les cantonales du Val d'Oise et de Dordogne viennent encore de confirmer. Il est vrai qu'une Assemblée nationale plus équilibrée justifierait mieux l'arbitrage de Giscard d'Estaing à la présidence de la République, dans le cadre de la constitution au respect de laquelle rappelait le P.C.F. lors de «l'actualisation» du programme commun concernant la Défense.

La formule de Marchais, «*nous n'irons pas au pouvoir pour gérer la crise*» peut émouvoir un militant de base du P.C. En réalité, doublement vicieuse, elle veut signifier que la seule présence du P.C.F. au gouvernement garantirait la sauvegarde des intérêts ouvriers, ou bien qu'à l'extérieur du gouvernement le P.C. canaliserait le mécontentement des travailleurs vers «*le changement qui leur profite à eux*».

Dans un cas comme dans l'autre la duperie se mesure à l'ampleur et à la nature du «changement» proposé, qui nourrit l'actuelle querelle avec le P.S., et que Marchais prend garde, pour cause, d'appeler «socialisme». Car refuser de gérer la crise et de promouvoir des solutions de replâtrage du capitalisme qu'est-ce donc sinon instaurer le socialisme?

Or le P.C.F. se défend à juste titre de remettre en question les structures capitalistes de l'économie en proposant d'ajouter 3 nationalisations aux 9 groupes déjà prévus, ce qui de son propre aveu concernerait finalement «*moins de 1 % du nombre total des entreprises en France*» (*Huma*, du 5 septembre). «*Le communisme n'est pas à l'ordre du jour*» dira Marchais pour plaisanter les radicaux (confér. du 19 septembre).

Pas davantage ne touchent aux «*grands équilibres économiques*» les enchères au sujet du S.M.I.G. à 2.200 F ou 2.400 F. en se réfugiant sur des positions ultra-gauches. Et s'il en fallait une preuve, il suffirait de lire le bandeau qui orne la première page du *Combat Syndicaliste* (15 sept. 1977), organe officiel de la C.N.T. française:

*ALLEMAGNE: Au-delà du caractère spectaculaire de la renaissance du national-socialisme c'est la social-démo-cratie allemande qui emploie réellement les méthodes totalitaires fascistes.*

Décidément, l'histoire a de singuliers retours. Les camarades de la C.N.T. française redécouvrent la «troisième période». A quand la dénonciation du social-traître ou du social fasciste?

Tout ceci est à proprement parler pitoyable et ne mériterait même pas d'être relevé si ces camarades ne se croyaient pas habilités à décerner des brevets d'anarcho-syndicalisme et à juger de haut ceux d'entre nous qui, à la C.G.T.-F.O., à la C.G.T. ou à la F.E.N. s'efforcent de faire sorte que les anarcho-syndicalistes soient effectivement présents avec les travailleurs et leurs organisations dans la crise révolutionnaire qui s'annonce.

### **Les donneurs de leçons:**

Mais les militants de la C.N.T. française ne sont pas les seuls à s'ériger en professeur ès anarcho-syndicalisme.

Je ne sais si «*le vent d'ouest dérange les esprits*» mais Maurice Joyeux me permettra de lui faire observer, en toute amitié, qu'écrire dans le «*Monde Libertaire*» de septembre, même en se référant à l'autorité discutable de Pierre Besnard qu'il faut: «*adapter la tâche constructive révolutionnaire aux rouages syndicaux déjà existants...*» et *il faut bien convenir qu'à une époque où des «anarcho-syndicalistes » [sic] sont contre la coordination syndicale de l'économie et contre l'autogestion, c'est une proposition singulièrement «originale»,* me semble dangereux à un moment où, sous couvert de «*participation*» de «*pouvoir aux travailleurs*» de «*planification démocratique*», voire même «*d'auto-gestion*», les tenants du «*programme commun*» se proposent d'intégrer les syndicats à l'Etat et à l'entreprise capitaliste.

Il me permettra également de lui faire observer - mais je suis sûr qu'il s'est laissé aller au fil de la plume - que lorsqu'il écrit la phrase suivante: «*Besnard, qui n'était pas un avaleur de lune, mais un ouvrier*», il recourt à un ouvriérisme de mauvais aloi dont, par ailleurs, réformistes et staliniens ont usé et abusé.

Mais lorsque Maurice Joyeux, militant anarcho-syndicaliste à l'U.D. C.G.T. - F.O. de la Région Parisienne écrit: «*qu'en dehors des militants qui le composaient et à côté des opinions divergeantes qui le secouaient, le syndicat était un extraordinaire moyen de cohésion, et qu'à travers ses sections d'entreprises, ses syndicats, ses fédérations, ses unions départementales, il était le lien qui pouvait rassembler toutes les activités humaines, déterminer les priorités de la production et faciliter l'équilibre de la distribution*», on est en droit de s'inquiéter de l'utilisation qui a déjà été faite et qui pourrait de nouveau être faite de telles propositions.

Tout d'abord, le syndicat n'est pas «*le lien qui rassemble toutes les activités humaines*», mais tout bonnement l'instrument forgé par la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts de classe. A ce niveau, humanisme et syndicalisme sont antinomiques.

Mais j'entends bien que Joyeux a en vue le rôle des syndicats après la révolution. Personnellement, j'incline à penser, qu'en période révolutionnaire, la classe ouvrière forgera ses propres organes de gestion économique et politique et que les syndicats qu'ils soient dirigés par des réformistes ou des révolutionnaires devront s'adapter à la situation nouvelle ainsi créée mais, pour l'instant, le débat n'est pas là.

La vérité est que c'est au nom des thèses exprimées par Besnard et quelques autres, qu'un certain nombre d'anarcho-syndicalistes ont, autour des années 20, basculé dans le fascisme. Et, aujourd'hui, bavarder sur «*l'auto-gestion*», la «*coordination de l'économie*», la «*planification démocratique*», sans, en même temps, caractériser le contenu que C.F.D.T. et staliniens mettent dans ces formules, c'est, qu'on le veuille ou non, courir le risque de se mettre à la remorque de l'Union de la Gauche et finalement se rallier aux solutions néo-corporatistes qu'elle propose comme remède à la crise du système capitaliste.

**Alexandre HEBERT.**